

Mesdames, messieurs,

Réunis ici pour examiner les projets concernant les compétences numériques, il nous est difficile de ne pas procéder à un état des lieux du numérique à l'école primaire. Avant toute chose, si l'école n'est pas hors sol et doit disposer des outils numériques, elle doit rester un lieu protecteur aussi il ne convient pas que les très jeunes enfants soient trop exposés aux écrans. De même l'école apprend à différer, à être exigeant, à donner du temps au temps, à l'inverse de la forme d'immédiateté que ces outils peuvent proposer. Et elle doit permettre aux élèves de développer leur esprit critique dans l'utilisation du numérique.

De plus l'outil numérique n'est qu'un outil au service des apprentissages, en aucun cas il remplace la conception de la séance par l'enseignant, adaptée aux besoins des élèves.

Pour autant, il est indispensable que cet outil au même titre que d'autres trouve sa place dans l'école. Or, c'est l'indigence et l'inégalité qui prévalent. Pas ou peu de formation des enseignants, ordinateurs en nombre limités, souvent anciens, accès aux réseaux problématiques, pas de plan pluri annuel d'équipements, pas de maintenance, inégalité d'équipement sur le territoire etc...

Il nous semble donc que la première préoccupation est de faire un état des lieux pour s'assurer de la manière dont les enseignants peuvent atteindre les attendus et d'octroyer les moyens en regard.

Nous profitons de ce CSE pour évoquer le sujet phare de la rentrée dans le premier degré : les évaluations de début d'année en CP et en CE1. Bien évidemment, nous ne sommes pas opposés aux évaluations que ce soit, celles que nous proposons au fil des apprentissages pour mesurer les progrès des élèves, ou que ce soit, celles réalisées sur échantillon pour évaluer le système éducatif. Mais nous sommes plus que dubitatifs sur le sens de ces évaluations CP et CE1 au regard du contexte. Un contexte qui, quoi que le mot soit prononcé en boucle par monsieur le ministre, n'est pas basé sur la confiance. Trop de propos méprisants sur ce que ferait ou ce que ne ferait pas l'école comme sur les personnels soupçonnés d'être à eux seuls responsables de la part d'échec de notre système. La perspective de faire entrer l'Education dans la culture de l'évaluation dont on observe les dégâts dans de nombreux pays, comme l'évocation d'une agence de l'évaluation ou du salaire au mérite ne laisse que peu de doute sur les modifications profondes envisagées pour l'école. Comment ne pas penser à ce qui était souhaité déjà en 2007 *«une évaluation systématique de tous les élèves tous les ans, afin de repérer immédiatement les élèves en difficulté et de pouvoir les aider ; une évaluation régulière des enseignants sur la base des progrès et des résultats de leurs élèves»*

Rien dans ces éléments ne peut favoriser l'adhésion des collègues, à cela s'ajoute le fait que les enseignants se transforment en secrétaires saisissant les réponses, sans pouvoir les assouplir par la part de sensibilité et d'humanité indispensable surtout en début d'année et de fait, sont dépossédés de l'analyse.

Des interrogations persistent sur la remédiation. Le livret explique que les remédiations s'appuient par exemple sur le guide orange, c'est-à-dire sur des partis pris qui ne prennent leur source sur aucun bilan, aucune évaluation internationale, aucune science car même l'appui des neuro sciences est fluctuant, l'ensemble des chercheurs ne partageant pas l'idée d'une méthode universelle. Les évaluations internationales nous enjoignent à renforcer le travail sur la compréhension non à recentrer sur le décodage. Dans les années 1970, l'accès généralisé au collège a mis en évidence les limites d'un tel apprentissage et les programmes de 2008 ont été sanctionnés par PIRLS. Si les remédiations renvoient à une verticalité, à un formatage, niant la professionnalité des enseignants et niant la complexité qui aboutit à des difficultés scolaires, il ne faut pas s'étonner des résistances. Quand aurons nous une formation croisant toute la recherche ? Une baisse des effectifs partout ? Un recrutement d'enseignement spécialisés ou un service public social et de santé adossé à l'école ?

Nos collègues de maternelle sont tout aussi inquiets. Alors que les programmes de 2015 ont été accueillis positivement, les évaluations ne seront-elles pas l'occasion de revenir à une primarisation de l'école ? Non, me direz vous ? Et pourtant, quelques inspecteurs ont déjà envoyé aux collègues de maternelle ordre de prendre en compte les résultats des évaluations pour ajuster leurs apprentissages.

Ajoutons à cela, la place scandaleuse faite aux officines « d'agir pour l'école » autorisées à entrer dans l'école sans que l'on sache d'ailleurs si la procédure relative aux règles de sécurité a été mise en œuvre. Ainsi l'éducation nationale permet à quelques « amis » du ministre de mener des expérimentations à bon compte s'affranchissant des règles d'usage et dans un manque total de transparence. Il serait question de s'appuyer sur le volontariat des équipes mais dans la réalité les enseignants sont victimes de pression. C'est inadmissible.

Alors à qui veut-on faire croire qu'il s'agit d'aider nos élèves ? Quand il s'agit d'imposer une vision idéologique de l'école, de mettre au pas les enseignants sans tenir compte de l'efficacité des pratiques, de résoudre les difficultés en ne les prenant que sous l'angle cognitif, didactique sans prendre en compte l'environnement culturel, social ou encore quand il s'agit de donner tous les indices d'un pilotage de l'école par les résultats.

C'est bien faire peu de cas des enseignants qui ne sont ni aveugles, ni sourds ni victimes de trous de mémoire et qui ont à cœur de faire réussir tous leurs élèves. Reconnaître le temps de saisie et permettre de le récupérer est une bonne chose mais cela ne peut compenser le malaise ressenti par la profession. Il serait temps, comme nous l'avons dit collégialement, de faire de la place au débat, et d'écouter les enseignants sur lesquels repose le système. Ne pas entendre les résistances tant sur la forme que sur le fond c'est creuser un fossé entre la rue de grenelle et la profession dont tôt ou tard ce sont les élèves qui en feront les frais. Comme le disait La Fontaine : *De tout temps, les petits ont pâti des sottises des grands.*